

## La résistance de Kobané est notre affaire à tous et à toutes !

*Le Rojava se situe dans le nord-est de la Syrie. En novembre 2013, des représentant-es kurdes, arabes, assyrien-nes, chaldéen-nes, turkmènes ont proclamé de facto un gouvernement d'autonomie démocratique au Rojava, indépendant du régime de Bashar Al-Assad.*

**Solidaires, internationalistes, démocratiques, et antitotalitaires.** Notre soutien aux résistants et résistantes de Kobané s'inscrit dans nos valeurs syndicales, réaffirmées de congrès en congrès et mises en pratique au fil de l'histoire : internationalisme, solidarité, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, lutte contre les totalitarismes. **Plus précisément dans cette région du monde, nous n'oublions pas la lutte de toutes celles et tous ceux qui s'affrontent depuis des années aux troupes du régime de Bachar Al-Assad à Alep, à Damas, à Deir'a, etc.** L'Union syndicale Solidaires renouvelle son soutien au Comité de Secours à la Population Syrienne et au Collectif du Développement et du Secours Syrien qui, en France, organisent le soutien et l'information sur cette autre résistance à la barbarie.

**Daesh est une armée de miliciens fascistes.** Les agissements de Daesh ne laissent aucune ambiguïté : violence, racisme, haine, crimes de guerre, actes d'épuration ethnique, discriminations contre les femmes... Certes, une fois de plus (comme en Afghanistan naguère, en Irak, en Lybie, etc.), les « grandes puissances » font mine de s'effrayer de ce qu'elles ont contribué à développer ! Mais l'urgence est là : soutenir la population locale qui lutte contre cette armée dont l'ossature est constituée de milices et d'anciens partisans de Saddam Hussein ! La résistance de Kobané est une résistance pour l'humanité et la dignité ! Ne pas la soutenir aujourd'hui serait être complice de *Daesh* !

**Le gouvernement turc participe à l'assassinat du peuple de Kobané.** Tout comme il réprime celles et ceux qui manifestent ou font grève en Turquie, le gouvernement d'Erdogan multiplie les obstacles à l'arrivée des réfugié-es, poursuit le blocage de l'aide (y compris humanitaire) collectée pour Kobané [...] Ce pays membre de l'OTAN continue d'apporter une aide militaire et logistique aux djihadistes de *Daesh* ; son objectif est d'occuper militairement cette région kurde et d'éradiquer le mode d'organisation social et politique adopté par l'Assemblée législative du Rojava, qui permet à chaque canton d'élire des assemblées citoyennes décentralisées et de se doter de structures démocratiques incluant toutes les nationalités et toutes les religions.

**Livraisons d'armes, fait religieux : ne pas se tromper de questions !** Confronté-es à une situation de guerre contre les forces de *Daesh*, attaqué-es par l'armée turque, les résistants et résistantes de Kobané réclament des armes. **Le problème pour nous n'est pas d'émettre un avis sur la justesse de la lutte armée, mais de savoir si laisser la population locale se faire massacrer est juste, si nous rejetons à égalité des groupes fascistes surarmés et un peuple qui expérimente de nouvelles formes de démocratie.** Il faut aussi clarifier les choses sur un autre plan : nous ne rejetons pas *Daesh* à cause de ses références à l'islam, mais parce que c'est une organisation fasciste qui menace militairement des populations civiles.

**Une alternative politique se construit au Kurdistan syrien.** Le mode de fonctionnement qui a été mis en place là-bas correspond à celui défendu par le mouvement kurde, qui a pour but de proposer une alternative au modèle de l'Etat-Nation. Le Rojava est organisé en trois cantons, gouvernés par un système d'assemblées populaires. **Les principes défendus par le peuple de Rojava et le mouvement kurde sont principalement l'autogestion, l'émancipation des femmes, l'anticapitalisme et l'écologie politique.** Ce modèle d'organisation a vocation, pour les kurdes, d'être étendu à toutes les régions qui le souhaiteraient, et de permettre la libération d'autres peuples opprimés (Palestine, Arménie...)

**Une lutte de libération des femmes.** Les femmes sont très investies dans la vie démocratique qui se met en place dans le Rojava ; elles le sont tout autant dans les groupes de résistance. Face au machisme ambiant, contre le féodalisme porté par diverses forces politiques et/ou religieuses, c'est un aspect important de ce qui se joue à Kobané !

**Union syndicale Solidaires**  
144 boulevard de la Villette, 75019 Paris, Téléphone : (33) 1 58 39 30 20 Télécopie : (33) 1 43 67 62 14 contact@solidaires.org - www.solidaires.org

**La résistance de Kobané est notre affaire à tous et à toutes !**  
*Le Rojava du Kurdistan syrien se situe dans le nord-est de la Syrie. En novembre 2013, des représentant-es kurdes, arabes, assyrien-nes, chaldéen-nes, turkmènes ont proclamé de facto un gouvernement d'autonomie démocratique au Rojava, indépendant du régime de Bashar Al-Assad.*

**Solidaires, internationalistes, démocratiques, et antitotalitaires**  
Notre soutien aux résistants et résistantes de Kobané s'inscrit dans nos valeurs syndicales, réaffirmées de congrès en congrès et mises en pratique au fil de l'histoire : internationalisme, solidarité, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, lutte contre les totalitarismes. Plus précisément dans cette région du monde, nous n'oublions pas la lutte de toutes celles et tous ceux qui s'affrontent depuis des années aux troupes du régime de Bachar Al-Assad à Alep, à Damas, à Deir'a, etc. L'Union syndicale Solidaires renouvelle son soutien au Comité de Secours à la Population Syrienne et au Collectif du Développement et du Secours Syrien qui, en France, organisent le soutien et l'information sur cette autre résistance à la barbarie.

**Daesh est une armée de miliciens fascistes**  
Les agissements de Daesh ne laissent aucune ambiguïté : violence, racisme, haine, crimes de guerre, actes d'épuration ethnique, discriminations contre les femmes... Certes, une fois de plus (comme en Afghanistan naguère, en Irak, en Lybie, etc.), les « grandes puissances » font mine de s'effrayer de ce qu'elles ont contribué à développer ! Mais l'urgence est là : soutenir la population locale qui lutte contre cette armée dont l'ossature est constituée de milices et d'anciens partisans de Saddam Hussein ! La résistance de Kobané est une résistance pour l'humanité et la dignité ! Ne pas la soutenir aujourd'hui serait être complice de *Daesh* !

**Le gouvernement turc participe à l'assassinat du peuple de Kobané**  
Tout comme il réprime celles et ceux qui manifestent ou font grève en Turquie, le gouvernement d'Erdogan multiplie les obstacles à l'arrivée des réfugié-es, poursuit le blocage de l'aide (y compris humanitaire) collectée pour Kobané [...] Ce pays membre de l'OTAN continue d'apporter une aide militaire et logistique aux djihadistes de *Daesh* ; son objectif est d'occuper militairement cette région kurde et d'éradiquer le mode d'organisation social et politique adopté par l'Assemblée législative du Rojava, qui permet à chaque canton d'élire des assemblées citoyennes décentralisées et de se doter de structures démocratiques incluant toutes les nationalités et toutes les religions.

**Livraisons d'armes, fait religieux : ne pas se tromper de questions !**  
Confronté-es à une situation de guerre contre les forces de *Daesh*, attaqué-es par l'armée turque, les résistants et résistantes de Kobané réclament des armes. Le problème pour nous n'est pas d'émettre un avis sur la justesse de la lutte armée, mais de savoir si laisser la population locale se faire massacrer est juste, si nous rejetons à égalité des groupes fascistes surarmés et un peuple qui expérimente de nouvelles formes de démocratie. Il faut aussi clarifier les choses sur un autre plan : nous ne rejetons pas *Daesh* à cause de ses références à l'islam, mais parce que c'est une organisation fasciste qui menace militairement des populations civiles.



## Maroc : soutien aux organisations défendant les droits humains

Avec de nombreuses associations, des organisations politiques et peu de syndicats français (CNT), l'Union syndicale Solidaires a lancé cet appel en soutien aux militant-es qui luttent au Maroc pour la défense des droits de l'Homme. L'étendue des attaques est telle qu'il n'était pas possible de lister toutes les organisations réprimées, mais il est évident que notre solidarité concerne aussi, par exemple, l'ensemble des syndicalistes, les camarades de l'Association Nationale Des Chômeurs Diplômés ou encore le peuple sahraoui.

A quelques semaines de la tenue du Forum Mondial des Droits de l'Homme au Maroc, les autorités marocaines poursuivent leur escalade à l'encontre des organisations et des militant-es des droits humains. Depuis juillet dernier, **plus de 20 sit-in de l'Association Marocaine des Droits Humains (AMDH) ont été interdits**. L'association a également reçu 17 suspensions d'utiliser des salles publiques, préalablement réservées, sans aucun fondement ni justification. **D'autres organisations ont enduré des interdictions** comme la Ligue Marocaine de Défense des Droits de l'Homme (LMDDH), l'Instance Marocaine Des Droits Humains (IMDH), la Fédération Nationale de l'Enseignement (FNE), affiliée à l'Union Marocaine du Travail-Tendance Démocratique, etc. La section Maroc d'Amnesty International qui a lancé une campagne internationale pour l'arrêt de la torture au Maroc s'est vue interdire l'une de ses activités. L'association Freedom Now qui a pour objectif de défendre la liberté de presse et d'expression s'est vue également refuser son dépôt légal. L'Union Marocaine du Travail-Tendance Démocratique a connu le même sort quant au dépôt de son dossier légal.

### Grève nationale, le 29 octobre.

**Le 29 octobre, UMT, CDT, FDR, d'une part, UGTM d'autre part, mais aussi ODT, appelaient à une journée de grève nationale.** Si les attaques contre le régime de retraites ont cristallisé les réactions syndicales, bien d'autres sujets expliquent le succès de la grève (revendications sur le pouvoir d'achat, lutte contre la précarité, etc.).

L'enjeu est sur les suites à cette journée de grève : face au *Makhzen* et au patronat, il est nécessaire de construire une suite à cette journée de grève ; l'attitude des responsables nationaux de la plupart des confédérations syndicales, les appels à « rattraper le travail non fait pour cause de grève, l'absence de travail préparatoire à la grève dans certains secteurs professionnels, montrent que rien n'est acquis. L'Union syndicale Solidaires salue l'ensemble des grévistes du 29 octobre et renouvelle son soutien à celles et ceux qui font vivre un syndicalisme autonome et offensif, au Maroc comme ailleurs.

Entre 2010 et 2014, des centaines de militant-es de droits humains, de syndicalistes étudiant-es ou d'activistes du mouvement du 20 février ont été poursuivis ou condamnés à des peines de prison. A ce jour, **Wafaa Charaf et Oussama Housse, croupissent dans les prisons** pour avoir dénoncé la torture qu'ils ont subie.

[...] Pour dénoncer cette escalade d'interdictions et exprimer notre soutien aux organisations de droits humains et toutes les victimes des politiques répressives au Maroc, [...] des rassemblements [*eurent lieu*] le 1<sup>er</sup> novembre devant les ambassades du Maroc à Paris et à Bruxelles et devant le consulat du Maroc à Montréal.

## Etat espagnol : adios compañero Agus !

*Notre compañero Agustin Gomez de la CGT espagnole nous a quittés brutalement le dimanche 13 octobre 2014. Une attaque cérébrale foudroyante l'a mis à genoux et terrassé.*

Militant inlassable de la cause ouvrière et de la justice sociale, celui que l'on appelait affectueusement Agus s'est investi sans compter au sein de son syndicat CGT *enseñanza* de Cadix. Il occupera dans la dernière ligne droite de sa vie le mandat de secrétaire de la CGT Cadiz. Quelques années auparavant, il fut aussi secrétaire de la CGT Andalucía. Personnalité du mouvement social ibérique, il est de toutes les batailles dans les terres arides de l'Andalousie (manifestations antimilitaristes contre les bases de l'OTAN, soutien aux luttes ouvrières et paysannes aux côtés des syndicalistes du SOC, mouvement des *Indignad@s*).



C'est néanmoins par son investissement actif dans le travail international, qu'il nous sera donné de le connaître, nous militant-e-s de Solidaires. A la fin des années 90, il est un des animateurs de la Marche européenne contre le chômage dont l'une des colonnes, symboliquement, partira de Tanger au Maroc. Au sein du Secrétariat international de la CGT espagnole il y coordonne le groupe "Afrique du Nord -Maghreb". Le *Maroc des résistances* n'a pas de secret pour lui. Il y multiplie durant des années des allers-retours à la rencontre des forces vives du mouvement social. Il se fait l'écho des luttes et coordonne la nécessaire solidarité avec les victimes du régime monarchique, le *Makhzen*, et du patronat marocain. En lien avec cet investissement, il devient très vite un membre incontournable et moteur de la Coordination syndicale Euro-méditerranéenne, à laquelle participe aussi Solidaires. Avant d'être un militant anarcho-syndicaliste sincère, un internationaliste convaincu, **Agus était un camarade, un ami à la personnalité riche et attachante. Sa disparition soudaine nous emplit de tristesse.** Une tristesse que nous partageons avec sa famille, sa compagne Milouda et ses nombreux et nombreuses *compañer@s*.

## Turquie : solidaires avec les travailleurs-ses de *Danone* à Lüleburgaz

L'union syndicale Solidaires apporte tout son soutien aux travailleurs et travailleuses de l'usine *Danone* de Lüleburgaz en Turquie, qui sont en grève depuis maintenant plus de deux semaines. **Les grévistes réclament une augmentation de leur salaire et l'amélioration de leurs conditions de travail.** Ils et elles sont massivement organisés-es au sein du syndicat GIDA-IS, affilié à DISK ; c'est aussi le cas de nombreux et nombreuses salarié-es des entreprises sous-traitantes intervenant sur le site, qui soutiennent également ces revendications.

**La direction du Groupe Danone refuse de négocier !** Elle s'appuie sur les lois en vigueur en Turquie qui réservent ce droit aux organisations ayant un certain taux de syndicalisation au niveau de la branche professionnelle dans son ensemble, à l'échelon national. C'est un déni de démocratie : **en Turquie comme ailleurs, ce n'est pas à l'Etat ni au patronat de décider comment les salarié-es s'organisent, ni qui les travailleurs et les travailleuses mandatent pour les représenter !** En l'occurrence, la situation est totalement absurde puisque le seul syndicat présent dans cette entreprise de Lüleburgaz n'aurait donc pas « le droit » de négocier... **Nous soutenons les travailleurs et travailleuses en grève et exigeons que la direction de Danone ouvre des négociations avec le syndicat GIDA-IS dont les salarié-es de ce site ont décidé de se doter.**



**TÜRKİYE GIDA SANAYİİ İŞÇİLERİ SENDİKASI**  
**FOOD INDUSTRY WORKERS' UNION TURKEY**

Nakiye Elgün Sok. No: 91 • 34381 Şişli-İstanbul-Türkiye • E-Mail: info@gidais.org  
Tel: 0212.291 00 05 - 06 Pbx - Faks: 0212.234 20 75 - www.gidais.org



## Italie : les syndicats de base appellent à la grève le 14 novembre

**Plusieurs « syndicats de base » (CUB, USI, SI COBAS, COBAS, ADL COBAS...) et l'opposition dans la CGIL (il sindacato é un'altra cosa) appellent à une grève générale le 14 novembre.** USB et UNICOBAS avaient fait de même pour le 24 octobre. Le gouvernement impose l'austérité aux travailleurs et aux travailleuses ; les confédérations CGIL, CISL et UIL « au mieux » restent totalement passives face aux attaques successives du patronat, au pire signent des accords pour la mise en œuvre des mesures réactionnaires ! **Le « syndicalisme de base » a un rôle important à jouer. Cela suppose qu'il avance dans la voie de l'unité ;** c'est pour cela que l'Union syndicale Solidaires apporte son soutien à la rencontre organisée à Florence le 8 novembre qui réunira de nombreuses structures de base de la CUB, d'USB, de l'USI, de SI Cobas, etc.

## Guatemala : soutenons l'action d'Amnesty International !

*L'exploitation des mines est une source de rentabilité pour quelques actionnaires d'entreprises privées ; c'est la source de fortes dégradations de l'environnement, qui s'accompagne souvent d'un mépris total des populations locales. Cette situation se retrouve dans divers pays d'Amérique du sud et centrale. C'est ainsi que Solidaires participe depuis des mois à la campagne internationale unitaire contre le projet Conga, dans la région de Cajamarca au Pérou, au soutien à la population locale, à la défense de Mxima Acuña de Chaupe. Cette fois, Amnesty International lance une action de soutien à la population guatémaltèque, elle aussi touchée.*

Depuis une dizaine d'années, le gouvernement guatémaltèque axe essentiellement son développement économique sur l'extraction minière. **Or, les violations des droits humains liées à l'exploitation des mines sont nombreuses. Les entreprises ont recours à des milices privées et une violence intense est exercée envers la population qui manifeste contre les mines.** A juste titre, les communautés situées à proximité des sites miniers craignent que les opérations d'extraction n'entraînent la pollution de leur environnement et des répercussions néfastes sur leurs moyens de subsistance et la jouissance de leurs droits.

Privées de consultation préalable à l'octroi de licences d'exploitation, beaucoup sont opposés aux projets miniers. Les normes internationales en matière de droits humains stipulent que les populations susceptibles d'être touchées par un projet minier devraient être consultées et informées sur les possibles effets positifs et négatifs qui en découlent. Actuellement, ce n'est pas le cas au Guatemala. [Avec Amnesty International, nous exhortons le Guatemala à faire en sorte que ses lois minières soient conformes à ses obligations internationales en matière de droits humains, via l'amélioration des processus de consultation et la garantie du respect des droits des populations autochtones.](#) La majorité des compagnies minières et de prospection étant canadienne, le gouvernement de ce pays et aussi directement interpellé.



## Europe : dans la rue, à Bruxelles, contre le sommet des chefs d'Etat

L'alliance D19-20 rassemble diverses organisations syndicales, associatives et politiques. Avec celles-ci et d'autres collectifs militants européens, l'Union syndicale Solidaires est signataire de l'appel à occuper les rues de Bruxelles le 19 décembre.

Les dirigeants nationaux et européens continuent de soumettre les peuples au bon vouloir des actionnaires et des multinationales. L'austérité est de plus en plus brutale. La plupart des programmes d'austérité nationaux sont l'application des recommandations européennes faites dans le cadre du TSCG que nos états ont approuvé. Elle nous entraîne dans une spirale récessive et impose des régressions sociales d'ampleur. La négociation secrète de traités de libre-échange témoigne elle aussi de la volonté de nous imposer les intérêts des multinationales et leur logique du profit au détriment d'une Europe sociale, écologique et démocratique.

Traité transatlantique plus d'austérité et moins de démocratie.  
Stop au TTIP, CETA, TISA,...

Pour une Europe sociale, écologique et démocratique.  
Contre toute forme d'austérité à tous les niveaux de pouvoir.

Pour une éducation, un travail, une alimentation, des services publics, un environnement de qualité, retirons le TTIP

Nous appelons toutes les organisations et les personnes à faire du 19 décembre 2014 une journée d'action et de convergence de luttes. Prenons les rues pour rappeler à nos dirigeants que l'intérêt général n'est pas celui des multinationales et des lobbies, que la démocratie ne fonctionnera pas sans nous. Il est plus que temps d'arrêter ces sommets de massacreurs ! **Occupons les rues de Bruxelles vendredi 19 décembre. Leurs profits, c'est le fruit de notre travail qu'ils s'approprient ! L'Europe, c'est nous. !** Contre les coupes budgétaires, refusons de payer la crise des banques !

## Grande-Bretagne : 80 000 manifestant-es à Londres, le 18 octobre

80 000 personnes participaient à la manifestation londonienne organisée par la confédération syndicale britannique, TUC. D'autres manifestations ont eu lieu à Glasgow et Belfast. Cette journée, centrée sur les **revendications salariales à travers la dénonciation du blocage imposé aux salarié-es tandis que les profits patronaux croissent**, fut précédée de grèves dans divers secteurs professionnels, dont les hôpitaux publics avec un mouvement d'une ampleur non connue depuis 1982.

## Belgique : grève générale de 24 heures, unitaire, le 15 décembre

Les confédérations **CSC, FGTB et CGSLB préparent ensemble une grève nationale**. Gel des salaires, attaques contre le régime de retraite, remise en cause du droit de grève,... la coalition gouvernementale multiplie les initiatives antisociales. Depuis mi-octobre, les trois organisations syndicales organisent des **rassemblements, des manifestations (plus de 100 000 personnes à Bruxelles le 6 novembre), des grèves tournantes par provinces et par secteurs professionnels**, pour aboutir à la journée de grève nationale du 15 décembre. Déjà, d'autres grèves sont prévues à compter de janvier 2015 si nécessaire...

## Burkina : l'Unité d'Action Syndicale dans le mouvement populaire

Nos camarades de la **CGT-B, du SLCB (cheminots), du SYNATEB (éducation)**, nous informent sur le mouvement en cours au Burkina. Voici des extraits d'une déclaration de l'Unité d'Action Syndicale qui rassemble 6 confédérations et des dizaines de syndicats professionnels :

[...] L'Unité d'Action Syndicale (UAS) condamne la répression féroce qui a conduit à de nombreuses pertes en vies humaines ainsi qu'à de nombreux blessé-es. [...] L'UAS tient à relever que toute la responsabilité des tueries, des destructions et pillages de biens publics et privés incombe au pouvoir de la IVème République qui s'est entêté dans sa volonté de tripatouiller la Constitution pour conférer à Blaise Compaore un pouvoir à vie [...] **Le retrait, puis l'annulation du projet de loi, ainsi que la démission du Président constituent une victoire partielle pour laquelle des dizaines de manifestant-es ont payé de leur vie.** L'Unité d'Action Syndicale dénonce les tentatives de récupération. Il est inadmissible et révoltant que ceux qui, jusque-là se sont mis au service de Blaise Compaore, qui l'ont soutenu, l'ont protégé et organisé sa fuite se présentent aujourd'hui comme les animateurs de la transition. **Aussi l'Unité d'Action Syndicale (UAS) appelle-t-elle ses militant-es, l'ensemble des travailleurs-euses, tous ceux et celles qui se sont mobilisé-es dans cette lutte héroïque du peuple, à rester mobilisé-es et vigilant-es** en vue de se battre pour la levée de la suspension de la constitution afin de préserver les espaces de libertés, pour une transition civile, pour l'arrestation et le jugement de Blaise Compaore et de ses fidèles, pour la mise à l'écart de tous ceux qui, au sein du système Compaore, se sont illustrés dans des crimes économiques et de sang contre notre peuple, pour l'établissement d'un bilan précis des personnes qui ont sacrifié leur vie lors de l'insurrection populaire et la prise de mesures en vue d'honorer leur mémoire. Non à la confiscation des acquis de la lutte du peuple ! Non à la violation des libertés ! Non à un régime d'exception ! Vive l'Unité dans l'Action des Travailleurs !

Vous pouvez retrouver les informations de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : [www.solidaires.org/article12420.html](http://www.solidaires.org/article12420.html)